

Politique de valorisation et d'amélioration de la langue



Avis favorable de la commission des études le 5 décembre 2017

Adopté par le conseil d'établissement le 14 février 2018

Remerciements

Comité de valorisation et d'amélioration de la langue (CVAL) :

Gunnar Didié, directeur adjoint
Danielle Howison, technicienne en travaux pratiques au CAF
Alain Lamarre, directeur
Simon-Philippe Lebel, enseignant en Sciences de la nature
Danielle Pépin, enseignante en Design d'intérieur
France Perreault, technicienne en information
Élaine-Marie Rouleau, enseignante en français et REPFRAN
Cathia Rouleau Verville, psychothérapeute
Valérie Thomas, enseignante en français et superviseure du CAF
Dominique Trudel, conseillère pédagogique et REPFRAN
Matthieu Vasse, étudiant en Archives médicales

L'équipe de rédaction de la *Politique de valorisation et d'amélioration de la langue* (PVAL) :

Élaine-Marie Rouleau
Dominique Trudel

Comité de révision de la PVAL :

Émilie Brouillard, conseillère pédagogique
Danielle Howison
France Perreault
Valérie Thomas

Conception du logo de la PVAL :

Marie-Eve Dupuis, technicienne en travaux pratiques en Design d'intérieur

Cette politique s'inspire des travaux d'un précédent comité de rédaction de la PVAL, d'une recension de différentes politiques de la langue française du réseau collégial et, plus particulièrement, de celle du Cégep de Sherbrooke. Ces écrits ont guidé la réflexion du CVAL et nous en remercions les auteurs.

Dans ce document, le genre masculin est utilisé dans le seul but d'alléger la lecture, et ce, sans discrimination d'aucune sorte.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule.....	1
Champs d'application	1
Principes directeurs.....	1
1. Langue de l'institution.....	3
1.1 Langue de travail	3
1.2 Langue de communication de l'établissement.....	3
1.3 Langue d'enseignement.....	3
1.4 Langue des activités parascolaires	4
1.5 Langue de la recherche	4
1.6 Considérations particulières.....	4
2. Compétences langagières	5
2.1 Connaissance fonctionnelle de la langue française.....	5
2.2 Qualité de la langue française.....	6
2.3 Maîtrise de la langue française.....	6
3. Responsabilités	6
3.1 Responsabilités des étudiants	7
3.2 Responsabilités des membres du personnel de soutien et professionnel.....	7
3.3 Responsabilités du personnel enseignant.....	7
3.4 Responsabilités de l'assemblée départementale	8
3.5 Responsabilités du comité de programme	8
3.6 Responsabilités du conseil de valorisation et d'amélioration de la langue.....	9
3.7 Responsabilités des Services	9
3.8 Responsabilités des Directions adjointes	10
3.9 Responsabilités de la Direction du collège constituant.....	10
3.10 Responsabilités des instances.....	10
3.11 Responsabilités du Cégep régional de Lanaudière	11
4. Responsabilité de la diffusion, de l'application, du suivi et de la mise en œuvre	11
de la politique	11
4.1 Responsabilité de la diffusion de la politique.....	11
4.2 Responsabilité de l'application de la politique	11
4.3 Responsabilité pour le suivi de la politique.....	11
4.4 Responsabilité de la mise en œuvre de la politique	11
5. Entrée en vigueur et révision de la politique	11

Préambule

En 2006, le Cégep régional de Lanaudière (CRL) adopte une *Politique relative à l'emploi et à la qualité de la langue française* qui oblige chacun de ses collèges constituants à se doter d'une politique locale de valorisation de la langue française.

La nouvelle *Politique de valorisation et d'amélioration de la langue* (PVAL)¹ du Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption (CRLA) considère que la maîtrise² du français contribue au développement intégral de la personne. C'est que la langue, comme compétence transversale, donne accès aux savoirs, alimente notre réflexion, permet de comprendre, d'intégrer et, ultimement, d'exprimer nos compétences, nos valeurs ou nos émotions. À cet égard, le Cégep a inscrit dans son *Plan stratégique 2015-2020* sa volonté de favoriser une meilleure maîtrise de la langue française par les étudiants et les membres du personnel³.

Puisqu'il s'agit de « [m]ettre la culture et le développement intégral de la personne au cœur de notre action éducative, afin que nos étudiants participent et contribuent à la vitalité de la culture de leur région et à l'exercice de leur citoyenneté⁴», la présente PVAL sert des ambitions de développement institutionnel considérées comme prioritaires.

À travers la PVAL, le Cégep insiste sur la qualité de la langue utilisée dans l'institution. Pour cette raison, il cherchera à sensibiliser le personnel et les étudiants quant à l'utilisation qu'ils font de la langue. Le Cégep encourage les initiatives qui visent la valorisation et l'amélioration de la langue, et il stimule chez chacun le désir d'améliorer ses compétences langagières.

Enfin, le Cégep s'assure que les rôles et responsabilités des individus, des comités, des départements, des programmes, des services et de la Direction sont définis, de façon à faciliter la mise en œuvre de la PVAL.

Champs d'application

La PVAL s'adresse à tous les membres de la communauté collégiale. Elle s'applique dans divers champs : la langue peut être objet d'étude ou d'apprentissage ; elle est la langue de communication, de travail, d'enseignement et de recherche.

Principes directeurs

La PVAL s'appuie sur cinq principes directeurs. Dans cet esprit, la langue est considérée comme un fondement de l'identité et de l'intégration d'un individu. En s'inscrivant dans un processus continu d'apprentissage, elle permet d'atteindre la réussite éducative. Elle requiert à cet effet un engagement à la fois individuel et collectif sensible à sa qualité et à son évolution.

¹ La dernière *Politique de valorisation de la langue* du CRLA a été adoptée par son conseil d'établissement le 11 juin 2003.

² La *Politique de valorisation et d'amélioration de la langue* a été rédigée avec l'orthographe rectifiée.

³ *Plan stratégique 2015-2020 du CRLA*. Orientation 2, objectif 2.1.2.

⁴ *Plan stratégique 2015-2020 du CRLA*. Orientation 2.

I. Un fondement de l'identité et de l'intégration

L'identité d'un individu se forge à partir de l'apprentissage et de l'utilisation qu'il fait de la langue, en ce sens qu'elle favorise son développement personnel, son intégration sociale, son ouverture sur le monde. Les compétences langagières concourent au développement intégral d'un individu. Elles lui permettent de se distinguer sur les plans personnel, professionnel et social. Ces compétences contribuent donc à faciliter chez un individu une pleine participation aux responsabilités sociales, aux fonctions de travail et aux études supérieures.

II. Un processus continu et concerté d'apprentissage

D'une connaissance fonctionnelle de la langue à la maîtrise d'une langue de qualité, l'apprentissage de la langue française se développe de manière progressive et en continu tout au long de la vie. La langue étant un outil communicationnel fondamental des compétences disciplinaires, les départements et les programmes doivent se concerter afin que l'apprentissage de la langue française soit cohérent et que cet apprentissage soit un objectif fondamental de formation des étudiants. Enfin, puisque la langue est une compétence transversale, toute la communauté doit se concerter afin d'en optimiser le développement.

III. Un facteur de réussite

La langue est le principal vecteur de diffusion des savoirs et l'outil privilégié d'expression des compétences. Dans cette perspective, elle est un facteur déterminant de la réussite scolaire des étudiants. Par sa transversalité, la langue est essentielle à l'expression des compétences génériques fondamentales, en ce sens elle contribue au développement intégral des individus. Par conséquent, la langue est aussi un puissant facteur de réussite éducative.

IV. Un engagement individuel et collectif

Selon le *Plan stratégique 2015-2020* du CRLA, la réussite éducative repose sur l'engagement et l'implication de toute la communauté collégiale. Considérant que la langue est un facteur fondamental de réussite éducative, il est naturel qu'elle puisse bénéficier d'un engagement collectif. Or, celui-ci se réalise par une volonté et une attitude individuelles, parce que la langue reste un vecteur de l'identité d'un individu. Le CRLA compte donc sur l'implication de tous les membres de sa communauté pour assurer une mise en œuvre collective de la PVAL.

V. Un usage évolutif

La langue évolue au rythme de la collectivité, de la société québécoise et de la francophonie. Le CRLA souhaite suivre cette évolution de la langue, en s'appuyant sur l'Office québécois de la langue française (OQLF), sur le Conseil supérieur de la langue française du Québec (CSLF) et sur le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES).

1. Langue de l'institution

En vertu du statut d'établissement francophone du CRLA, les documents officiels qui y sont produits sont rédigés en français et le CRLA s'assure de leur qualité linguistique. À moins que des circonstances particulières le justifient, les communications entre les membres de la communauté collégiale et avec les intervenants externes se déroulent en français. Au besoin, pour tout type de communications à l'international, le CRLA peut utiliser une autre langue que le français.

Le CRLA s'assure que les activités d'enseignement et d'apprentissage se déroulent en français, sauf pour les activités de formation en langues modernes. De la même façon, il s'assure que le matériel pédagogique, les manuels et les logiciels utilisés se présentent dans un français de qualité à moins qu'un contexte particulier exige l'utilisation d'une langue autre. Aussi, le CRLA s'assure que les activités parascolaires et de recherche se déroulent dans un français de qualité.

1.1 Langue de travail

Le français, langue commune et officielle au Québec, est la langue de travail pour chaque employé du CRLA.

1.2 Langue de communication de l'établissement

- 1.2.1** Le nom du Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption ainsi que le nom de ses services ou de ses départements s'écrivent en français, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Québec.
- 1.2.2** Tout affichage public se présente dans un français de qualité. Pour le département de langues modernes, l'affichage peut s'effectuer dans une langue autre.
- 1.2.3** Le français est la langue utilisée lors des événements officiels du CRLA.
- 1.2.4** Lorsque le Cégep contribue à un événement à l'extérieur du Québec qui nécessite l'usage d'une autre langue que le français, il s'assure que les productions écrites soient également disponibles en français.

1.3 Langue d'enseignement

- 1.3.1** La langue d'enseignement est le français au CRLA, sauf pour les cours de langues modernes.
- 1.3.2** Les notes de cours ainsi que la terminologie spécifique à la discipline sont présentées en français. Les enseignants favorisent la version française des manuels, si une telle version à jour et de même qualité est disponible. Au besoin, dans les cours de langues modernes, le plan de cours et les documents relatifs au cheminement de l'étudiant pourront être exigés en français, à la demande de la Direction.

1.3.3 En respect des normes ministérielles, seule la Direction du CRLA peut justifier l'utilisation d'une autre langue que le français pour les activités d'enseignement d'un département.

1.3.4 Les compétences langagières doivent être développées et évaluées dans tous les programmes d'études, en respect des devis ministériels. Par conséquent, la langue doit être un critère constant d'évaluation formative ou sommative dans tous les travaux, examens ou autres productions des étudiants.

1.4 Langue des activités parascolaires

1.4.1 Afin de mettre en valeur la culture et la langue française dans les activités parascolaires, la communauté s'assure d'élaborer, de diriger et d'animer des activités qui se déroulent en français en privilégiant les œuvres tirées de la francophonie.

1.4.2 Par le fait même, les noms des équipes sportives, des troupes et des associations de toute nature sont en français.

1.5 Langue de la recherche

1.5.1 Les demandes de subventions et de bourses sont rédigées en français lorsqu'elles sont adressées aux gouvernements et aux organismes subventionnaires québécois et canadiens. Les demandes adressées à l'extérieur du Canada pourront, au besoin, être rédigées dans une autre langue.

1.5.2 Toutes activités ou allocutions scientifiques s'effectuent en français, à moins que le contexte nécessite l'emploi d'une autre langue.

1.6 Considérations particulières

1.6.1 L'utilisation de l'orthographe rectifiée est recommandée par l'Office québécois de la langue française (OQLF) et le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES). Par conséquent, le CRLA encourage l'usage de l'orthographe rectifiée, et ce, pour la langue de travail, de l'enseignement et de la recherche. Si une graphie rectifiée a été utilisée dans une production écrite, elle doit être conservée tout au long du texte. En conséquence, l'alternance d'une forme rectifiée à une forme traditionnelle pour un même mot n'est pas souhaitable.

1.6.2 Lorsque des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont utilisées, les versions francophones sont privilégiées. En raison de la rapidité associée aux TIC, une vigilance accrue est nécessaire pour maintenir la qualité du français.

2. Compétences langagières

« Dans le monde de l'éducation, maîtrise de la langue est synonyme de capacité à manipuler facilement la langue orale et écrite de l'école, en compréhension et en expression. Étant donné la longueur variable des études et les différences individuelles, on doit parler de degrés de maîtrise : faible, moyenne ou avancée dans l'une ou l'autre des habiletés langagières, compréhension ou expression orale ou écrite⁵. »

L'*Analyse des Similitudes entre les Textes Écrits au collégial* (ASTEC) démontrait que l'évaluation de la langue porte sur l'application du code orthographique certes, mais surtout sur la qualité de l'expression : la clarté du discours, l'organisation logique des idées, le respect d'un registre adapté à la situation de communication ou au genre disciplinaire, etc.⁶. Pour cette raison, le CRLA identifie trois niveaux de compétences langagières : la *connaissance fonctionnelle*, la *qualité* et la *maîtrise* de la langue.

2.1 Connaissance fonctionnelle de la langue française

La connaissance du code linguistique permet de lire, de comprendre, d'apprendre et d'exprimer ses compétences pour être compris autant à l'oral qu'à l'écrit. Elle se traduit par la capacité à appliquer le code linguistique pour communiquer de manière fonctionnelle.

2.1.1 Par les étudiants

Pour que les étudiants puissent bénéficier pleinement de la vie collégiale, participer aux activités d'apprentissage et répondre aux exigences des évaluations, le Cégep exige de ceux-ci qu'ils aient une connaissance fonctionnelle de la langue française. Cette connaissance repose sur des études antérieures suffisantes en français ou par la réussite d'un test de français reconnu par le CRLA.

2.1.1.1 Étudiants francophones

Au moment de l'admission, si les connaissances fonctionnelles de la langue sont jugées insuffisantes, les étudiants peuvent se voir exiger un cours de renforcement en français avant d'amorcer la séquence des cours de littérature.

2.1.1.2 Étudiants non francophones

Les étudiants non francophones doivent démontrer, au moment de l'admission, qu'ils ont une connaissance fonctionnelle de la langue, telle qu'exigée par le CRLA.

2.1.2 Par le personnel

Chaque employé du CRLA possède une connaissance fonctionnelle de la langue française, suffisante aux exigences de son poste.

⁵ Définition tirée du *Dictionnaire actuel de l'éducation* de Renald Legendre, 3e édition, Guérin, 2005.

⁶ Voir le *Rapport détaillé du projet ASTEC* d'Élaine-Marie Rouleau, remis à la commission des études du CRLA le 16 mai 2017. Ce rapport précise les principaux critères d'évaluation qui contribuent au succès d'une communication. On pourra se référer au tableau *Dix raisons d'excellence pour un texte de qualité* (page 14) ou au processus d'écriture assurant la qualité de l'expression orale ou écrite (figure 14, page 19).

2.2 Qualité de la langue française

La qualité de la langue française se traduit par son efficacité. En plus d'être fonctionnelle par le respect du code linguistique, une langue de qualité exige d'un individu qu'il soit clair, précis et pertinent.

« [Cela] veut dire énoncer le message de façon que les destinataires puissent le comprendre immédiatement, dès la première lecture. Il ne s'agit pas d'adopter un style puéril ou un vocabulaire pauvre, mais d'adapter le texte aux destinataires. C'est dire que le rédacteur, tout en recherchant la clarté et la simplicité, doit opter pour un style, un ton, un niveau de langue et un vocabulaire qui varieront chaque fois selon la nature du texte et selon le public-cible⁷. »

Parce que le CRLA tient à la qualité de ses communications, qu'elles soient écrites ou verbales, les membres de la communauté collégiale favorisent l'utilisation d'un français de qualité : ils respectent le code grammatical et la terminologie propre au contexte de communication, en suivant les recommandations de l'OQLF. En plus, par une utilisation respectueuse et appropriée de la langue, ils s'assurent de la qualité des communications produites dans l'institution : documents officiels, manuels, notes de cours, affiches, publicités, articles, publications, productions multimédias, allocutions, courriels, conférences, etc.





2.3 Maîtrise de la langue française

La maîtrise du français réside dans son efficacité. En plus d'être fonctionnelle et de qualité, la langue maîtrisée se reconnaît par l'habileté d'un locuteur à transmettre un message dont le style et le registre sont attendus en fonction du destinataire, du contexte, du genre textuel ou d'une spécificité lexicale. Ultimement, la maîtrise de la langue se trouve dans le succès de sa communication.

Dans cette recherche d'efficacité, les membres de la communauté du CRLA aspirent à développer une maîtrise de la langue française.

3. Responsabilités

Quant à l'utilisation de la langue française, qu'elle soit écrite ou verbale, chaque membre de la communauté collégiale a la responsabilité :

-  de détenir les compétences linguistiques nécessaires à sa fonction, ou de les développer en utilisant, par exemple, les services mis à sa disposition par le CRLA ;
-  de suivre les règles et les recommandations de l'OQLF rendues disponibles par le Cégep ;
-  de s'assurer de la qualité de ses communications ou de celles qu'il autorise, qu'elles soient orales, écrites et de formats divers : échanges, courriels, Mio, Portail, babillards réguliers ou électroniques, etc. ;
-  de poursuivre le développement de ses compétences linguistiques de manière à améliorer sa maîtrise de la langue ;

⁷ Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, *Le guide du rédacteur*, téléaccessible au : <http://www.btb.termiumplus.gc.ca/redac-chap?lang=fra&lettr=chapsect10&info0=10#zz10>.

- ✚ de contribuer à promouvoir la langue, notamment en encourageant l'utilisation d'un français de qualité ou en participant aux activités et aux instances liées à la valorisation et à l'amélioration de la langue française ;
- ✚ de respecter le choix de chacun quant à l'usage de l'orthographe rectifiée ou traditionnelle.

Outre ces responsabilités communes, certaines responsabilités additionnelles s'ajoutent, selon le rôle occupé par chacun au CRLA.

3.1 Responsabilités des étudiants

En décidant d'entreprendre des études collégiales, l'étudiant a la responsabilité :

- ✚ d'acquérir, au besoin, une connaissance fonctionnelle de la langue en utilisant les ressources mises à sa disposition par le Cégep (le Centre d'aide en français, par exemple) ;
- ✚ d'utiliser un registre approprié auprès de ses pairs et du personnel du CRLA ;
- ✚ de rédiger des textes et des messages dans une langue de qualité qui respecte l'orthographe et le registre nécessaire à la situation de communication ;
- ✚ de développer ses compétences langagières en lecture et en écriture pour acquérir le lexique spécifique à chaque discipline ;
- ✚ de respecter les normes de présentation, orale ou écrite, exigées dans le cadre de sa formation ;
- ✚ d'encourager l'Association étudiante à nommer un étudiant qui siègera au CVAL.

3.2 Responsabilités des membres du personnel de soutien et professionnel

En se joignant à la communauté du CRLA, chaque membre du personnel de soutien et du personnel professionnel a la responsabilité :

- ✚ d'adopter un français de qualité selon les exigences de son emploi dans toute communication, verbale ou écrite, et ce, auprès des intervenants internes et externes avec lesquels il est en contact ;
- ✚ de participer, volontairement ou à la demande de son supérieur, aux activités de perfectionnement qui lui sont proposées ;
- ✚ d'utiliser les services de consultation ou de perfectionnement du Centre de référence linguistique.

3.3 Responsabilités du personnel enseignant

Par l'influence directe que l'enseignant exerce sur les étudiants et par le rôle qu'il occupe, l'enseignant a la responsabilité :

- ✚ d'utiliser un français de qualité ;
- ✚ d'exploiter les ressources mises en place pour développer une plus grande maîtrise de la langue dans l'exercice de ses fonctions ;
- ✚ de sensibiliser les étudiants à la langue, comme un facteur de réussite éducative, comme un fondement de l'identité et de l'intégration ;
- ✚ de transmettre aux étudiants les exigences linguistiques et lexicales propres à la discipline ou au cours enseigné, notamment en précisant les critères d'évaluation de la langue dans les plans de cours ;

- ✚ de privilégier, dans les activités d'apprentissage et d'évaluation, la lecture, l'écriture et le lexique francophone propre à sa discipline d'enseignement ;
- ✚ de favoriser le développement de stratégies de révision et de correction, particulièrement à l'écrit, permettant aux étudiants d'améliorer leurs habiletés langagières de façon progressive et continue ;
- ✚ d'inciter les étudiants à utiliser les services de soutien linguistique du CRLA, tel le Centre d'aide en français (CAF) ;
- ✚ de respecter la *Politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages* (PIEA) quant à l'évaluation de la langue.

3.4 Responsabilités de l'assemblée départementale

Dans une perspective de concertation, de cohérence et d'équité, l'assemblée départementale a la responsabilité :

- ✚ d'utiliser un français de qualité, notamment dans ses communications intradépartementales ou interdépartementales ;
- ✚ de privilégier l'utilisation de matériel didactique de langue française ;
- ✚ d'identifier la terminologie française propre à ses disciplines afin de la rendre accessible ;
- ✚ de préciser les exigences et les attentes disciplinaires touchant à la langue et qui devront être inscrites aux plans de cours ;
- ✚ de veiller à développer les compétences langagières des étudiants de ses disciplines, et ce, de manière progressive et continue ;
- ✚ de s'assurer, conformément à la PIEA, de l'équivalence intradisciplinaire ou intradépartementale de l'évaluation du français écrit en adoptant et en appliquant un barème commun d'évaluation ;
- ✚ d'adopter les plans de cours des enseignants en s'assurant que les éléments relatifs à la langue y soient présentés et conformes aux choix départementaux ;
- ✚ d'informer les Directions adjointes concernées des besoins communs de perfectionnement sur le plan de la langue française ;
- ✚ d'accorder un intérêt aux activités de perfectionnement linguistique et de valorisation de la langue française ;
- ✚ d'inscrire à son plan de travail annuel une action visant la valorisation et l'amélioration de la langue ;
- ✚ d'encourager la participation d'un intermédiaire entre l'assemblée départementale et le CVAL.

3.5 Responsabilités du comité de programme

Parce qu'il vise à préparer les étudiants au marché du travail ou aux études universitaires et parce que les compétences langagières sont déterminantes aux fonctions de travail et aux études supérieures, le comité de programme a la responsabilité :

- ✚ de faire valoir l'importance des compétences langagières dans le programme d'études ;
- ✚ d'indiquer, dans les documents qu'il diffuse, l'apport de la langue dans le domaine d'études ;
- ✚ de travailler de concert avec les départements impliqués afin que le développement des compétences langagières chez les étudiants soit cohérent, progressif et continu ;

- ✚ de s'assurer que l'épreuve synthèse évalue les compétences langagières qui ont été développées dans l'ensemble des cours du programme ;
- ✚ d'inclure, dans son plan de travail annuel, des objectifs visant l'amélioration des compétences langagières et la valorisation de la langue ;
- ✚ de tenir compte du développement des compétences langagières au moment de l'élaboration ou de l'évaluation du programme.

3.6 Responsabilités du conseil de valorisation et d'amélioration de la langue

Le conseil de valorisation et d'amélioration de la langue (CVAL)⁸ a pour mandat de conseiller, de mobiliser et de soutenir la communauté du CRLA dans la valorisation et l'amélioration de la langue française. En outre, il a la responsabilité :

- ✚ de veiller à la révision continue de la PVAL, notamment en proposant des pistes de réflexion à ses membres et en considérant les enjeux contemporains ;
- ✚ de réfléchir sur des actions qui pourraient favoriser le développement d'une plus grande maîtrise de la langue et sur les besoins de formation qui émergent de la communauté ;
- ✚ de traiter les défis liés à la langue auxquels est confronté le milieu ;
- ✚ d'analyser les projets initiés par la communauté dans une perspective de cohérence et de continuité ;
- ✚ de formuler des recommandations aux Directions adjointes et, éventuellement, des avis à la commission des études au sujet de la valorisation et de l'amélioration de la langue ;
- ✚ de maintenir un lien avec les intermédiaires désignés par le milieu.

3.7 Responsabilités des Services

Les Services du CRLA, tournés vers le développement intégral de l'étudiant, peuvent se voir confier différents mandats à travers lesquels la valorisation et l'amélioration de la langue occupent une place prépondérante. Ces Services ont la responsabilité :

- ✚ de soutenir les initiatives qui permettent aux étudiants d'améliorer leurs compétences langagières ;
- ✚ de réaliser des activités de valorisation de la langue française de concert avec le milieu, dans une perspective de cohérence et d'adhésion ;
- ✚ d'encourager les diverses associations, troupes, équipes (sportives, culturelles, artistiques, sociales, etc.) à utiliser un français de qualité dans leurs échanges avec la communauté ;
- ✚ de s'assurer que les étudiants qui ont des troubles d'apprentissage puissent pallier leurs limitations en étant informés des ressources mises à leur disposition et en ayant le soutien nécessaire au développement de leurs compétences en français ;
- ✚ de favoriser l'intégration des étudiants aux besoins particuliers⁹ en ce qui concerne la langue française en mettant en place des outils pour dépister les besoins de ces étudiants au moment de l'admission et de manière à leur offrir un soutien en français adapté à leur réalité ;
- ✚ d'assurer la poursuite des activités du Centre d'aide en français (CAF) ;

⁸ Le conseil de valorisation et d'amélioration de la langue (CVAL) est un sous-comité de la commission des études du CRLA.

⁹ Dans le cadre de la PVAL, on entend par « étudiants aux besoins particuliers » les étudiants allophones, autochtones, anglophones ou internationaux.

- ✚ d'offrir aux enseignants le support que nécessite la responsabilité de faire progresser les compétences linguistiques des étudiants ayant des troubles d'apprentissage ou des difficultés en français ;
- ✚ d'offrir du soutien aux enseignants pour que l'apprentissage de la langue puisse être intégré à la discipline et pour que son évaluation soit explicite et cohérente ;
- ✚ d'encourager la participation d'un intermédiaire entre les Services et le CVAL.

3.8 Responsabilités des Directions adjointes

Sachant qu'une décision peut avoir un effet favorable sur la valorisation et l'amélioration de la langue, les Directions adjointes ont la responsabilité :

- ✚ de veiller à ce que les départements et les comités de programme se concertent pour que le cheminement scolaire des étudiants favorise une acquisition progressive et en continu de la langue ;
- ✚ de s'assurer que chaque département convienne d'une pratique d'évaluation de la langue française qui respecte la PIEA ;
- ✚ au moment de l'embauche, de choisir la personne qui, à compétence égale, a une meilleure maîtrise de la langue française ;
- ✚ de veiller au perfectionnement linguistique du personnel sous sa responsabilité ;
- ✚ de s'assurer que le personnel relevant d'eux applique la présente politique ;
- ✚ d'inclure un objectif d'amélioration et de valorisation de la langue française à leur plan de travail annuel respectif ;
- ✚ de donner suite aux recommandations et aux avis formulés par le CVAL.

3.9 Responsabilités de la Direction du collège constituant

En vertu de ses responsabilités, la Direction du collège constituant de L'Assomption (ci-après nommée la Direction) favorise le développement d'un milieu d'apprentissage permettant l'amélioration constante et la valorisation de la qualité de la langue française. Par conséquent, la Direction du CRLA est la première responsable de la présente politique et elle doit :

- ✚ s'assurer de sa diffusion, de son application, de son suivi et de sa mise en œuvre, comme précisé à l'article 4 ;
- ✚ rendre compte, lorsque requis, de l'application de la PVAL à la commission des études et au conseil d'établissement ;
- ✚ régler, en dernière instance, les litiges liés à l'application de la présente politique.

3.10 Responsabilités des instances

La commission des études est consultée sur la PVAL et son application ainsi que sur tout projet de mise à jour de la présente politique. Elle formule des avis au conseil d'établissement.

Le conseil d'établissement, sur avis de la commission des études, adopte la PVAL ou tout amendement qui lui est proposé.

3.11 Responsabilités du Cégep régional de Lanaudière

Les Services qui relèvent du Cégep régional de Lanaudière, tels que les Ressources humaines, les Communications, les Ressources matérielles ou les Ressources financières, sont soumis à la *Politique relative à l'emploi et à la qualité de la langue française du CRL*¹⁰.

4. Responsabilité de la diffusion, de l'application, du suivi et de la mise en œuvre de la politique

La diffusion, l'application, le suivi et la mise en œuvre de la PVAL relèvent de la Direction.

4.1 Responsabilité de la diffusion de la politique

La Direction s'assure que chaque Direction adjointe communique à son personnel, aux étudiants et aux enseignants les responsabilités qui leur incombent dans l'application de la PVAL et veille au respect de ses dispositions.

4.2 Responsabilité de l'application de la politique

La Direction veille à l'application de la PVAL, en considérant les recommandations de ses Directions adjointes.

4.3 Responsabilité pour le suivi de la politique

La Direction du collège constituant de L'Assomption veille, tous les cinq ans ou au besoin, à la révision de la PVAL. À cet effet, la Direction s'appuie sur les recommandations des Directions adjointes et du CVAL.

4.4 Responsabilité de la mise en œuvre de la politique

La Direction du collège constituant de L'Assomption soutient la mise en œuvre de la politique linguistique en s'appuyant notamment sur un plan annuel d'actions rédigé par les Directions adjointes, en collaboration avec le CVAL, et en mettant à la disposition de la communauté les ressources nécessaires.

5. Entrée en vigueur et révision de la politique

La présente politique entre en vigueur le jour de son adoption par le conseil d'établissement. Elle est révisée tous les cinq ans ou au besoin.

¹⁰ *Politique relative à l'emploi et à la qualité de la langue française du CRL* (2006), téléaccessible au : http://www.cegep-lanaudiere.qc.ca/sites/default/files/cegep_lanaudiere/Documents_officiels/politique_relative_a_emploi_et_a_la_qualite_de_la_langue.pdf